

Gilbert Doho : « **Ni Francophone ni Anglophone en Ambaland ou le conflit entre Francophones et Anglophones au Cameroun** »

Case Western Reserve University

Présentation à la demande de l'OIF pour La Biennale de la langue française, Paris, Septembre 29, 2018

A/ D'un concept à un Etat auto-proclamé.

Ambaland [Ambasonie Land], est comme NoSo [Nord-Ouest/Sud-Ouest], un des nombreux néologismes forgés pour nommer les deux provinces anglophones de la République du Cameroun. C'est Gorji Dinka, 1^{er} bâtonnier camerounais qui, le 20 mars 1985 forge le concept Ambasonie [Ambazonie] qui cristallise les combats de plusieurs générations d'Anglophones-Camerounais. Il constitue l'aboutissement des réactions contre des actes administratifs et répressifs qui ont tordu le cou à la « Conférence de Foumban » du 17 au 21 Juillet 1961. Cette conférence avait jeté les bases de la constitution de la République Fédérale du Cameroun, qui naît avec le referendum du 1^{er} Octobre 1961 au Southern Cameroons. Composée de deux Etats fédérés : Le Cameroun Oriental francophone et le Cameroun Occidental anglophone, la nouvelle République a pour président, Ahmadou Ahidjo, tandis que John Ngu Foncha assumait les fonctions de Vice-Président. Dans sa lettre ouverte du 20 mars 1985 à Paul Biya intitulée « Pour un nouveau contrat social » [*Peuples Noirs-Peuples Africains no 50* , mars-avril 1986, pp 50-65] Gorji Dinka résume ainsi qu'il suit la « Conférence de Foumban » :

« La Constitution répartissait le pouvoir : a) par territoire, c'est-à-dire entre les Etats et le pouvoir central ; b) par institution, c'est-à-dire entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire ; c) par personnalité, c'est-à-dire entre le pouvoir exécutif partagé par le président et les premiers ministres des Etats, et le pouvoir législatif se partageant entre les députés des Etats et les

députés fédéraux. » [52]

La République fédérale du Cameroun a donc deux territoires c'est-à-dire ceux des Etats fédérés. Ces deux Etats fédérés sont dirigés par des élus locaux, dont deux Premiers Ministres. Elle a une Assemblée fédérale et deux Assemblées. Le drapeau fédéral est frappé de deux étoiles, symbole des Etats fédérés. Si le Français et l'Anglais sont des langues officielles de la République fédérale et des Etats fédérés, il faut reconnaître que le pidjin anglais et 250 autres langues sont utilisés quotidiennes par près toutes les populations. Il convient de se demander combien de Camerounais parlent couramment Français et Anglais pour accéder non aux privilèges mais pour dire ses droits ?



Malheureusement ces dispositions constitutionnelles sont violées deux semaines à peine après la proclamation de la République fédérale du Cameroun. Pour s'y prendre, Ahmadou Ahidjo prend soin de demander et obtient les pleins pouvoirs avant la « Conférence de Foumban » et après la naissance de la République fédérale du Cameroun. Les pleins pouvoirs sont renforcés par l'appui que toutes les armes de la République doivent donner au chef de l'Etat fédéral.

Deux semaines après la Réunification, le Président de la République Fédérale du Cameroun est tout puissant. Les pleins pouvoirs, on ne le dit pas assez, est un régime d'exception qui éradique les contre-pouvoirs. Le dirigeant qui a les pleins pouvoirs fait arrêter, même par soupçon tout citoyen, peut le juger, le condamner et l'exécuter avant que d'examiner la situation de la victime. Voilà l'atmosphère dans lequel on vit en contexte de la République fédérale du Cameroun. Dès qu'Ahmadou Ahidjo pouvait se servir des pleins pouvoirs pour prendre des décrets, que pouvaient les Anglophones pour freiner ses actions ?

On comprend pourquoi il va torpiller le Fédéralisme. Par le Décret no 61/DF/15 du 20 Octobre 1961, il réorganise le territoire fédéral en six régions administratives. Il réduit donc les Etats fédérés à de simples régions. Acte administratif arbitraire et anticonstitutionnel, ce décret met fin à l'existence de l'Etat fédéré du Cameroun Occidental anglophone et amorce l'hégémonie du Cameroun Oriental francophone. Pire, Ahidjo nomme les inspecteurs fédéraux à la tête des régions qui ont sous eux des Préfets (1). Ceux-ci répondent au président de la République fédérale. Ils sont au-dessus des Premiers ministres des Etats fédéraux, mais surtout des élus locaux [J'insiste]. En gentleman politique, le Vice-Président John Ngu Foncha proteste. Piet Konigs & Francis B. Nyamnjoh rappellent ainsi qu'il suit les critiques de John Ngu Foncha [*Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the Politics of Recognition and Representation in Cameroon* . Brill, 2003]:

By this administrative division, West Cameroon has the same status as any of the five administrative regions into which East Cameroon is divided. We regret that this is inconsistent with the status of West Cameroon as a state in our Federation of two states. Furthermore, we cannot at the same time regard West Cameroon as a state in the Federation and as a province in the same Federation. The powers given to the Inspector of Administration are far more extensive than those of either the Prime Minister of West Cameroon or the House of Assembly and Government. This system is anachronistic and in fact a resurrection of what existed in the early colonial system. It is also derogatory to the authority and dignity of our Prime Minister and our Government [53].

[Cette décision administrative réduit le Cameroun Occidental au même statut que les cinq

régions administratives dont est divisé le Cameroun Oriental. Nous regrettons car cela est inconsistant avec le statut d'Etat du Cameroun Occidental dans notre Fédération. Bien plus, nous ne pouvons pas considérer le Cameroun Occidental comme une région et comme un Etat fédéré. Les pouvoirs de l'Inspecteur Fédéral sont plus importants que ceux du Premier Ministre ou du Président de l'Assemblée. Ce système est anachronique et constitue un retour à ce qui existait au temps de colonie. Il constitue un déni de l'autorité de notre Premier Ministre et de notre Gouvernement [Ma Traduction].

Toujours en gentleman, John Ngu Foncha attend un débat démocratique. Mais Ahidjo adopte la posture d'indifférence. A l'ombre il manipule d'autres gentlemen Anglophones tels que Solomon Tendem Muna, Emmanuel Endeley, Joseph Ekangaki pour ne citer que ceux-là, pour mettre le Vice-Président en situation de faiblesse. Pire, Ahidjo pousse ses ambitions plus loin en proposant l'éradication des Etats fédérés sous prétexte que le fédéralisme constitue une machine bureaucratique inutilement onéreuse ? Il en va de même pour les partis politiques qui, argumente-t-il créent des divisions et freinent l'entente. Il demande et obtient des autres leaders des partis l'option d'un parti unique qu'il crée en 1966.

Ahidjo propose au peuple un referendum pour la République Unie du Cameroun le 20 Mai 1972. Deux semaines après, il fait réviser la constitution le 2 juin 1972 pour diviser encore davantage l'ancien Etat fédéré [Région anglophone] deux provinces : Le Nord-ouest et le Sud-Ouest. Acte tendancieux à de fins politiques, il ouvre ainsi la brèche de la division entre les Anglophones du Nord-Ouest et les Anglophones du Sud ! Pendant des années, Ahidjo 'appuie sur les Anglophones du Nord-Ouest pour mettre les hommes politiques du Sud-ouest en situation de faiblesse. Il va, Président tout puissant, désorganiser les structures économiques du Sud-ouest parmi lesquels, la nationalisation de Powercam, de la CDC, l'appauvrissement de GTC [General Technical College] d'Ombe au profit de l'Ecole Polytechnique de Yaoundé, le choix du Port de Douala qu'il faut draguer au long des années au détriment du port en eaux profondes de Victoria, et surtout la main mise sur le pétrole de cette région et la SONARA [Société nationale de raffinerie du pétrole] gérée en grande partie par les Francophones (2). Autant d'actes politiques et de décisions économiques qui mettent cette région à genoux.

Quand il cède le pouvoir à Paul Biya le 6 Novembre 1982, Ahmadou Ahidjo a déjà ruiné le rêve d'un Cameroun fédéral où la voix, les droits et devoirs des uns et des autres sont respectés. Tout au long de son règne, les Anglophones s'agitent, car le « Bilinguisme officiel » n'est qu'un trompe l'œil. Dans la pratique tout se passe comme on était revenu à la République du Cameroun proclamé le 1^{er} Janvier 1960.

Avec l'arrivée de Paul Biya commence la descente aux enfers. Il a hérité d'Ahmadou Ahidjo le

contexte des pleins pouvoirs. Il est perçu ipso facto comme un chef d'Etat tout puissant, qui gère nation sans contre-pouvoir. Il va choyer les armes de la République au détriment d'autres secteurs d'administration. Plus que son prédécesseur, il s'appuie sur l'armée pour diriger le pays. Les dispositions de Parti unique sont maintenues. Donc sans se donner les pleins pouvoirs, Biya gouverne comme s'il les avait. Il nomme de plus en plus les Francophones dans le NoSo. L'acte véritablement attentatoire à l'existence des Anglophones c'est la circulaire ministérielle du 23 Septembre 1983 qui harmonise le GCE Ordinary et Advanced Level et l'examen de Baccalauréat. Le GCE est plus qu'un examen. C'est tout le système éducatif hérité de la colonisation anglaise qui est mis sous les ordres d'administrateurs francophones. Y a-t-il acte plus destructeur de la construction d'une région, d'un Etat ? Vient ensuite le changement du nom du pays en République du Cameroun avec une étoile plantée dans la bande rouge le 4 Février 1984 constitue, aux yeux de beaucoup d'Anglophones, plus qu'une trahison.

Si Dinka en parle comme d'une annexion, certains parmi sa génération parlent « Francophonisation », tandis que la génération née sous les trente-six ans du pouvoir de Biya parle de « colonisation ». C'est l'appel au sang du moment que la bande rouge rappelle le sacrifice des fils et filles du Kamerun. La disparition du drapeau à deux étoiles est prémonitoire. Dans la pratique quotidienne de la gouvernance, il consacre l'ascendance des mœurs franco-françaises dans le NoSo. Des voix s'élèvent contre l'arbitraire. Albert Mukong qui proteste est jeté en prison. Il narre sa turpide dans *Prisoner Without Crime*. Gorji Dinka, saintement irrité, énonce ainsi qu'il suit les raisons de la prise des armes à posteriori par les Anglophones.

Qu'il soit donc entendu très clairement maintenant que personne de lucide n'acceptera jamais cette annexion. Ceux qui sont derrière ce complot honteux ne réussiront à nous transformer en une colonie que *s'ils enjambent nos cadavres* [C'est moi qui souligne]. Il existe des limites au-delà desquelles aucun être humain ne peut supporter d'insultes, même venant d'un frère. Si l'expression « Cameroun du sud » nous a exposés aux ambitions annexionnistes, nous nous appellerons dorénavant L'Ambasonie [57-58]

Ainsi naît un concept qui aujourd'hui enflamme les Anglophones. Prophète ? J'ose le croire. Et tout aussi prophète Mongo Beti qui non seulement donne une tribune à Dinka dans *Peuples Noirs-Peuples Africains*

, mais affirme avec plus de certitude dans

Lettre ouverte aux Camerounais ou la seconde mort de Ruben Um Nyobe

[Rouen : Editions des Peuples Noirs, 1986]: «Le Régions anglophone est en état de sécession. » C'était en 1986. Aujourd'hui, on est passé du discours de sécession à un Etat auto-proclamé. Vingt-trois ans avant que Paul Biya ne déclare la guerre aux soi-disant terroristes sécessionnistes, ces deux intellectuels sonnaient déjà l'alarme et posaient

la guerre comme une des solutions éventuelles au conflit entre Anglophones et Francophones au Cameroun

[J'insiste].

Le 1^{er} Octobre 2016 marque une phase décisive des marches pacifiques souvent réprimées dans le sang. Ce sont les avocats anglophones contraints à défendre leurs clients devant des juges francophones qui n'ont aucune idée du droit anglo-saxon. Ils s'insurgeaient contre le Code OHADA rédigé en Français. A Suivi la grève des enseignants anglophones qui se voient poussés à la marge par les Francophones qui parlent à peine anglais. Que la plupart des dirigeants des établissements où l'Anglais est la langue majeure et de l'enseignement et de l'administration, passe ! Mais que dans les classes sont introduits des Francophones qui ne parlent aucun traître mot anglais est proprement révoltant. Les marches pacifiques s'intensifient avec l'alignement des populations aux cotés des manifestants. Sourd et implacable, le régime réprime dans le sang ces marches pacifiques. Aux branches d'arbres de paix et de feuilles vertes, viennent s'ajouter les jets de pierres. A partir de Janvier 2017 on a dans les réseaux sociaux comme Facebook une image spectaculaire qui dit la disproportion des forces en place et qui rappelle le David et Goliath de la Bible.



A partir de Janvier 2017, les répressions sanglantes prennent des proportions alarmantes. Les Anglophones qui ont d'abord pris d'assaut les rues, les arbres de paix en mains répondent à la violence d'Etat par la violence. Mais hypocrite le tyranneau Biya tient d'une main ferme le bâton et agite quelques carottes. Il persiste à poser le « Bilinguisme officiel » comme le nœud du Problème anglophone. Par le « Décret N° 2017/013 du 23 janvier 2017 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme », il tente de calmer le jeu. Le fait que les manifestants prennent eux aussi les armes signifie que « Le Problème anglophone » est bien plus qu'une affaire de langues, encore moins la forme de l'Etat, c'est-à-dire le retour au Fédéralisme. Car d'un simple concept on est passé à un Etat avec ses symboles [Un drapeau, un hymne, une armée etc.].



Du 25 mai au 25 juillet 2018, j'étais en zone de guerre, au NoSo comme on le dit. On y parle de « Coffin Revolution ». Le lundi y est reconnu comme « The Country Sunday », une nouvelle manière de dire « Villes mortes ». Une bonne fraction rêve à avènement du « Federal Republic of Ambazonia ». Une autre porte encore en elle le rêve du « vivre ensemble », mais dans une confédération avec l'Etat fédéré d'Ambazonie. Un Etat confédéré où les populations peuvent élire et démettre leurs dirigeants non par les armes, mais par le vote. Nostalgie d'une tradition de gouvernance avant le 1^{er} Octobre 1961 où on était fier d'être à la fois citoyen et sujet, où les élus locaux et les rois servaient en parfaite harmonie ? Ce qui se passe aujourd'hui rappelle que les Anglophones ont su tisser les héritages coloniaux et ancestraux de telle manière qu'il est pure illusion de les éradiquer. De l'arbitraire division du pays à aujourd'hui, trois générations d'Anglophones combattent ce rêve.

B/ Les Gentlemen à la table piégée.

Est fallacieuse parce que réductive, l'affirmation selon laquelle le Cameroun est une nation ayant deux héritages coloniaux. Près de deux cinquante ethnies, peuples, cultures langues sont par coercition amenés à former le Kamerun allemand. Bien plus, les systèmes coloniaux français et anglais commandent deux constructions diamétralement opposées des Etats coloniaux. Si les Français ignorent les mœurs politiques locales en colonie, il en va autrement

des Anglais qui par l'« Indirect rule », permettent un système où les valeurs locales et coloniales sont tissées pour l'émergence d'hommes et femmes nouveaux. Dans *La Crise anglophone au Cameroun*

[Paris : L'Harmattan, 2018], Bouopda Pierre Kame énonce à propos de la division arbitraire du Cameroun le 4 mars 1916

Elle était concrètement matérialisée par une frontière avec des postes de police et de douanes limitant la libre circulation des Camerounais entre ces deux territoires de leur pays. Elle a ouvert la voie à une administration duale de quatre décennies qui a imprimé des mœurs sociopolitiques françaises à 4/5e de la population camerounaise, et britannique à 1/5e de cette population. Ces mœurs sociopolitiques ne se réduisent pas à l'usage des langues française et anglaise. Elles sont par ailleurs territorialement ancrées [18]

Déni de la réalité est le moins qu'on puisse en dire. Si en territoire francophone on étouffe le sujet et réduit les monarques à la mendicité, en territoire anglophone, on est fièrement à la fois sujet et citoyen, on est élu du peuple pour dire majesté à son roi (1). La frontière a-t-elle jamais été véritablement matérialisée ? Quelles sont ces marques de délimitation ? (2) Quel est le pourcentage des Anglophones voire des Francophones moulés aux mœurs françaises et anglaises ?

Le désir profond de revenir à la situation d'après la Première Guerre Mondiale est sincère pour les Anglophones. Ecrivains, hommes politiques et autres paysans, agriculteurs, éleveurs font mieux que de se laisser assimiler par les Anglais. La frontière immatérielle n'a que quelques postes de douanes et de police du reste superbement ignorés par les populations des deux rives du Mounjo, ou de la baie d'Ambas. Ce discours politisé de Bouopda Kame ignore volontairement le va-et-vient entre ces populations. Les mœurs locales entre Menka [anglophone] et Tou-Menka [francophone], Fotem [anglophone] et Foto [francophone]. On va et vient dans les deux territoires. On s'y marie et vit sans souci. Que dire des Mbo de Koupe Manengouba [anglophone] et Mbo de Nkongsamba [francophone], Bakweri [anglophone] et Pongo [francophone] ? Sont-ils plus ancrés dans les mœurs politiques françaises et anglaises que dans leurs traditions ? Patrice Ndedi Penda [*Le Fusil*. Paris : RFI 1968] présente Mbo, l'ancien combattant comme ce Sawa qui navigue entre les deux rives du Mounjo sans obstacles. Il en va de même du personnage central de

Because of Women

de Mbella Sone Dipoko [London : Heinemann, 1968]. Ngoso prend la pirogue pour aller à Douala couler ses produits sans se soucier des policiers et autres douaniers franco-français. Au Sawa, il parle Douala tandis qu'avec les autres, il parle « Pidjin ». De Menka à Tou-Menka, on va et vient en temps de mariage comme en temps de deuil. Telles sont les réalités que peint Mbu Tenu Mbuh dans

In the Shadow of My Country

[Bamenda : Langaa, 2009] (3). Combien de ces populations parlent couramment français et anglais pour maîtriser des mœurs culturelles, commerciales et politiques qui ne profitent qu'à une minorité ? Après 1966, il suffit d'avoir son ticket d'impôt pour aller et venir.

La première génération d'Anglophones, véritables gentlemen semblent plus ancrées dans l'embryon de nation que pose le colonialisme allemand. Ils sont conscients que le Kamerun fut la résultante d'âpres combats de résistance. En ces temps d'érosion de la mémoire, Dibussi Tande rappelle le discours que fait le Premier Ministre du Southern Cameroons, invité à la proclamation de l'Indépendance du Cameroun oriental le 1^{er} Janvier 1960 :

The people of Kamerun, like other nations of the world are freedom loving. Our forefathers received the European traders kindly for the purpose of exchange of goods, but did not hesitate to resist when they started to colonise the territory. In vain they fought the Germans, not knowing the terrific might that supported them. Resistance was quelled down by treaties which enabled them to secure the goodwill of the coastal chiefs as a spring board to penetrate into the interior where they met still greater resistance. When vanquished our people still hoped for freedom through collaboration and coexistence.

<http://www.dibussi.com/2018/01/fonchaspeech.html>.

L'Indirect Rule anglais les a confortés dans leur identité faite des données des mœurs locales et d'emprunts anglais. J'ai grandi avec l'icône d'un John Ngu Foncha drapé dans son costume Bamenda. Il arborait toujours ce costume qui, nous rappelait-on, disait la profondeur de ses racines (4). Bernard Fonlon, Ndeh Ntumazah, Augustine Ngom Jua, Solonmon Tendem Muna, Emmanuel Endeley, Nerus Mbile formaient cette génération des gentlemen qui rappelaient à tous que le Kamerun n'était nullement né de l'accord secret entre français et anglais. Hommes politiques, ils voulaient les noms de leurs partis politiques refléter le Kamerun naît du colonialisme allemand et constitué d'un ensemble d'Ethnies-Etats. Il suffit de convoquer le KNDP [Kamerun National Democratic Party de John Ngu Foncha], KNC [Kamerun National Congres d'Emmanuel Endeley], KPP [Kamerun People's Party de Nerus Mbile], OK [One Kamerun de Ndeh Ntumazah], pour apprécier la volonté politique des élites anglophones de bâtir le Cameroun d'après les deux guerres à partir de ses fondations allemandes. La Question fondamentale aujourd'hui est celle de savoir combien d'Anglophones portent encore en eux ce rêve ? Combien d'Anglophones veulent non pas la sécession mais un Etat de droits où les enfants des deux rives du Moungo s'épanouissent les uns dans leurs mœurs politiques, économiques et culturelles ?

C/ La Génération entre l'ire et la sagesse.

« Ceux qui sont derrière ce complot honteux ne réussiront à nous transformer en une colonie que *s'ils enjambent nos cadavres*. »57.

Gorji Dinka est déjà plus qu'irrité. Par ces propos, il suggère l'option de la lutte armée pour la libération des régions anglophones. Deux actes justifient cette radicalisation. Biya a, lui aussi, un agenda radical : la « Francophonisation des régions anglophones ». La voie la plus efficace c'est l'éradication du sous-système éducation anglo-saxon. Par une simple circulaire du 23 Septembre 1983, le Ministre de l'Education Nationale met fin au GCE Ordinary Level et Advanced Level [Francis B. Nyamnjoh & Richard Fonteh Akum. *The Cameroon GCE Crisis: A Test of Anglophone Solidarity* [Bamenda: Langaa, 2008]. Vient ensuite, la proclamation de la loi no 84/01 du 20 mars 1984 qui consacre le passage de la République Unie du Cameroun à la République du Cameroun. Les Anglophones se lèvent comme un et attendent, pour la première fois, à un symbole de la République du Cameroun : Un poste de police est attaqué dans la région de Bamenda. Dévêtus, les agents de police sont humiliés dans une parade !

Font aussi irruption, les discours de sécession. Pendant des décennies, l'option de sécession va cheminer et parfois bousculer le discours sur le retour au Fédéralisme. Ce que demandait la première génération, c'est le respect des accords qui fondaient la fédération. Les mœurs politiques, la gestion des ressources donnaient à l'Etat du Cameroun Occidental un avenir bien plus brillant. L'embryon économique avec des entreprises comme la CDC, le port en eaux profondes de Limbe, la découverte du pétrole, les réalisations sociales, les banques qui ne sont pas de comptoirs de consommation, mais surtout la liberté politique, la liberté de la presse et le respect des droits de l'homme sont aux antipodes de ce qui se passe au Cameroun Oriental encore en guerre de libération. C'est pourquoi Gorji Dinka est avant tout un fervent défenseur de la Confédération. Agir autrement c'est imposer l'« Etat colonial français » un tant soit peu reformé aux Anglophones. C'est choisir la violence. Et Dinka sonne l'alarme :

En ce qui concerne cette situation [annexion], il nous reste deux options. L'une violente, l'autre pacifique. L'option violente est celle qui s'obstine à maintenir que le Cameroun Sud-sur Amba, alias Ambasonie, a été annexé et devrait être administré en tant que colonie de la République du Cameroun [58].

Peine perdue ! Biya s'obstine à rejeter une forme de l'Etat où les Anglophones ont leur mot à dire. Il perfectionne le centralisme, nomme et opprime à souhait. Pure produit de système colonial français, Biya a été formé pour être administrateur de colonie. Véritable bon tyran, il ne

croit qu'à un Etat fort où les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un seul homme. Comme je le démontre dans *Le Code de l'Indigénat ou le fondement des Etats autocratiques en Afrique francophone* [Paris : L'Harmattan, 2017], le président camerounais est plus qu'une copie du roi soleil. Biya est la tête froide d'un « Régime de sabre », outrageusement centralisé, à la limite brigand. Ce regime est, comme le regime colonial français inutilement violent ainsi quel le témoignent la photo et le texte du Ministre Camerounais de la Défense :

La génération d'Anglophones qui engagent le combat contre la 'Francophonisation des régions anglophones » est une génération des combattants de la plume. Ils sont nombreux qui considèrent la plume comme une arme redoutable contre la tyrannie. Carlson Anyimgwe, Simon Munsu, Bate Besong, Francis B. Nyamnjoh, Herbert Both, Victor Epie Ngome, Hansel Ndumbe Eyoh Bole Butake investissent l'espace public pour dire les frustrations des Anglophones. Ils fouillent les archives, interrogent la génération des gentlemen pour s'interroger et interroger. Qu'avait apporté l'Etat du Southern Cameroons à la table de la Fédération en 1961 ? Quelles sont les réalisations infrastructurales, économiques et sociales de l'époque ? Depuis quand la

province anglophone produit des richesses comme le pétrole ? Pourquoi les taxes des hydrocarbures et autres reviennent à la ville de Douala et non à celle de Victoria ? Pourquoi le port en eaux profondes de Victoria [Limbe] a été abandonné pour celui de Douala coûteux à cause du dragage ? Les fonctions régaliennes des armes sont-elles de protéger les hommes politiques contre les populations ? Pour quoi le sous-système judiciaire français est-il imposé aux Anglophones ? Pour quoi le citoyen est-il confronté à une réaction répressive chaque fois qu'il demande le moindre de ses droits ? Que faire quand l'oppression devient la loi ? Faut-il continuer à fermer les yeux et à souhaiter qu'un jour ceux qui sont au cœur du système changent ? Telles sont des questions et bien d'autres que posent et se posent les Anglophones de la deuxième génération.

Plusieurs ouvrages, des recherches dans les archives locales et internationales, les rencontres intellectuelles comme 'All Anglophone Conférence' à Buea et à Bamenda, des essais, des romans, des pièces de théâtre etc. démontrent, souvent avec virulence, que l'Anglophone est devenu esclave dans son propre pays. Il suffit de mentionner des titres comme *Beasts of No Nation* de Bate

Besong [1984],

What God Has Put Asunder

de Victor Epie'Ngome,

Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the politics of recognition and representation

de Piets Konigs & Francis B. Nymnjoh pour dire que le NoSo n'a jamais cessé de hurler pour la justice au Cameroun. Mais dans ce pays, le combattant de la plume est encore, il faut l'avouer, prisonnier des anciennes structures de productions et de communication. Certains des ouvrages des années 1980 et 1990 sont encore par voie de stencil. Elles maîtrisent à peine les nouvelles technologies qui sont au cœur de la phase du combat armé que choisit la troisième génération.

Et il convient de dire que la grève des avocats qui commence en Octobre 2016 et qui est suivie de celle des enseignants constituent le point de non acceptation de l'indignité. Les saupoudrages qui vont de la traduction du code OHADA au décret sur le Bilinguisme, en passant par quelques francs jetés aux visages des enseignants prouvent que le Bon Tyran est soit ignorant de la profondeur du Problème anglophone, soit tout simplement de mauvaise foi. Car il faut dire que depuis quelques années, une nouvelle génération, plus radicale agissait sans qu'on la croit capable de ses intentions. Elle sera à l'origine de ce qui est reconnu, dans le NoSo comme le « Coffin Revolution ».

D/ La génération de l'ivresse révolutionnaire.

Dans « The Carnage of the Cameroons », un op-Ed paru dans *Le New York Times* du 15 Septembre 2018, l'écrivaine américano-nigériane Chimamanda Ngozi Adichie ironise à propos des sentiments de Theo, l'Anglophone de Bamenda qui, « présomptueux » s'exclame parfois au sujet de la guerre en Ambaland :

«When Theo talks about the situation, he uses words like “revolution” and “struggle,” words saved from portentousness by the rawness of his emotion. » <https://www.nytimes.com/2018/09/15/opinion/sunday/chimamanda-ngozi-adichie-cameroon.html>

Quand Theo parle de la situation, il utilise des mots comme “Revolution” ou “Combats”, ces mots résonnent comme des prophéties parce que épurés de leurs boursoufflures par le cru des émotions. [Ma traduction]

Quand j'ai lu ces mots de l'auteur de *Half a Yellow Sun* [New York : Anchor Books, 2007] un excellent roman d'amour sur le carnage de Biafra, seul le « mot » ironie a étouffé la rage qui subit, montait en moi. Non ! Il n'y a pas de canons définis pour décrire le début ni d'une guerre, ni d'une révolution. Theo à sa manière est prophète. Il ne fait que suivre la lignée des prophètes dont j'ai parlé plus haut. Car que des jeunes, sans formation aucune à l'art de la guerre, sans armes, puisse faire marcher une des dictatures les plus cruelles d'Afrique francophone ne peut que paraître inimaginable. Telles à mon avis, l'amorce d'une révolution. Et celle-ci, en tout temps et en tous lieux n'est pas uniforme.



<http://mp.weixin.qq.com/s/60190V6nabwpeah1czl>

Chikumba, N. B. (2011). *With Us or Over Us: The Common Good in the New York Times*. <https://www.washington.edu/news/2011/09/29/with-us-or-over-us/>, 2008.